

Chapitre 4

Les quatre « R » de la déradicalisation dans le monde arabe (1990-2020)

Erik Skare et Stéphane Lacroix

Les pays du Moyen-Orient ont été parmi les premiers à mettre en place des programmes de déradicalisation. Derrière le succès apparent des méthodes déployées, dont certains pays occidentaux ont pu s'inspirer, se cache un usage systématique de la répression.

L'ÉTUDE des États du Moyen-Orient révèle deux constantes : l'autoritarisme politique persistant et l'instabilité dans la région, où des conflits prolongés entre régimes en place et oppositions ont facilité l'apparition de formes violentes de contestation¹. Force est de reconnaître que les systèmes politiques au pouvoir n'ont pas été capables de constituer à long terme un rempart convaincant contre l'extrémisme violent.

Pour autant, certains régimes, tels ceux de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite, n'ont pas seulement été considérés comme des partenaires dans ce qu'on appelle la guerre contre le terrorisme mais aussi, à certains moments, comme des pionniers dans l'élaboration de programmes de déradicalisation. Après tout, l'Égypte n'a-t-elle pas réussi à démobiliser les militants d'al-Gama'a al-Islamiyya (le Groupe islamique), un mouvement islamiste égyptien à l'origine de nombreuses attaques terroristes contre des fonctionnaires du gouvernement, des touristes et des Coptes au cours

1 Ce chapitre a été rédigé sur la base de recherches réalisées dans le cadre du programme H2020, *Preventing Violent Extremism in the Balkans and the MENA* (PREVEX), financé par la Commission européenne.

des années 1990 ? Les Saoudiens n'ont-ils pas affiché des taux de récidive remarquablement faibles parmi les djihadistes qui ont suivi leurs programmes de déradicalisation pendant les années 2000 ? Et d'ailleurs, la cote des autocrates arabes a-t-elle jamais été plus élevée qu'en 2008, année où un numéro spécial du magazine *Time* présentait leur campagne de « rééducation des terroristes » comme l'une des meilleures idées de l'année² ? Ce chapitre se penche sur l'évolution de ces méthodes en s'intéressant tout particulièrement à l'Égypte, à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis (EAU). Il montre quels problèmes, griefs et conflits pressants les ont influencées aux échelles locale et mondiale, et comment ceux-ci ont contribué à définir les orientations globales de la lutte contre l'extrémisme violent.

Quatre « R » président à la définition des méthodes de déradicalisation dans le monde arabe. Les trois premiers correspondent à des stratégies distinctes adoptées par les régimes au cours des trente dernières années : un *révisionnisme idéologique par le haut*, caractéristique de l'approche égyptienne de l'extrémisme violent, qui a connu son âge d'or au cours des années 1990 et au début des années 2000 ; une *rééducation idéologique par le bas*, qui a débuté au milieu des années 2000, et dans laquelle l'Arabie Saoudite a joué un rôle pionnier ; et une *réforme religieuse* initiée par l'État, de plus en plus prise en compte après les soulèvements arabes de 2011 et pour laquelle la politique des EAU a servi de modèle. Le quatrième « R » est l'usage implacable de la *répression*, constitutif de l'attitude de tous les régimes arabes autoritaires face à leurs oppositions, modérées aussi bien que radicales. Bien que cet outil politique se distingue formellement de la déradicalisation, nous l'évoquons ici parce qu'il définit le contexte d'application des trois premiers « R », le dénominateur commun de ces quatre stratégies étant la volonté durable de préserver l'autorité menacée de l'État arabe autoritaire.

L'objectif premier de ces régimes étant de conserver leurs pouvoirs et leurs privilèges, leurs approches de la déradicalisation ne s'accompagnent pas pour l'essentiel de réformes socio-économiques et politiques plus substantielles, dont elles ont même constitué une forme de substitut. L'évolution des défis lancés à leur autorité, allant du militantisme islamiste à de plus vastes revendications de transparence et de démocratie, surtout après 2011, a eu pour pendant les variations dans la définition qu'ils donnent des « radicaux ». Soucieux de ne pas se laisser dépasser, ils ont adapté et fait évoluer leurs programmes de déradicalisation. Ceux de ces dernières décennies ne nous éclairent pas seulement sur les stratégies de survie des

régimes de la région, ni sur la contestation d'en bas qu'ils affrontent, ils sont aussi des prismes utiles qui nous permettent de distinguer plus clairement les évolutions, les tendances et les défis globaux, dans la mesure où la déradicalisation appliquée localement se diffuse à l'échelle régionale et subit des influences globales. De fait, les États s'efforcent d'obtenir une légitimité internationale en définissant et en exportant la « meilleure » méthode de déradicalisation tout en réduisant au silence ceux qui, au sein de leur population, réclament un avenir meilleur.

La « méthode égyptienne » et les tentatives de révisionnisme djihadiste

En 1996, Khalid Ibrahim al-Qusi, ancien émir du Groupe islamique (GI), est jugé à Assouan, en Égypte du Sud. À cette date, le GI mène depuis plusieurs années une vaste campagne de violences contre le régime égyptien, s'en prenant à ceux qu'il considère comme ses représentants, des écrivains et intellectuels, des civils, des étrangers et des touristes. Ces attaques ont fait plusieurs centaines de victimes et de nombreux membres du GI, lorsqu'ils n'ont pas été tout simplement éliminés, se sont retrouvés sur le banc des accusés, à l'image d'al-Qusi. Pourtant, face au juge, l'ancien émir du GI entreprend de lire à haute voix une lettre qu'il tient à la main. S'adressant au peuple d'Égypte et à l'« élite de cette noble population », al-Qusi demande pardon pour les agissements passés de son mouvement. Il ne condamne pas seulement la rébellion fomentée contre le chef de l'État pour des raisons religieuses, mais reproche aussi à la violence dont le GI a usé de provoquer des luttes intestines (*fitna*) qui auraient pour conséquence d'affaiblir encore la nation égyptienne jadis si puissante et aujourd'hui humiliée par ses ennemis, Israël et les États-Unis.

La critique religieuse de la violence islamiste n'a rien de nouveau. À la suite de l'exécution de Sayyid Qutb en 1966, Hassan al-Hudaybi, le deuxième guide général des Frères musulmans égyptiens alors incarcéré, avait dénoncé dans son ouvrage intitulé *Prêcheurs, et pas juges (Du'a, la quḍa)* les tendances radicales de l'aile qutbiste des Frères et son recours à l'excommunication (*takfir*). Plus tard, à la fin des années 1980, des savants d'al-Azhar, le plus prestigieux centre d'enseignement islamique du pays, s'inscrivaient dans cette démarche en cherchant à convaincre les leaders et les militants du GI de mettre fin à la violence contre l'État et contre la

² Amanda Ripley, « What's Next 2008: Reverse Radicalism », *Time*, 13 mars 2008.

société, violence qui était, affirmaient-ils, contraire aux préceptes religieux. Ces tentatives ne rencontrèrent qu'un succès limité, pour plusieurs raisons. Premièrement, l'autorité d'al-Hudaybi ne dépassait pas le cœur du mouvement des Frères musulmans, alors que les idées de Qutb étaient surtout influentes à l'extérieur de cette organisation. Autre point important, al-Hudaybi n'ayant jamais fait activement la promotion de son ouvrage, certains soupçonnaient que celui-ci avait été écrit, en partie au moins, par l'appareil de sécurité égyptien. Quant aux savants d'al-Azhar, ils étaient considérés comme des laquais du régime égyptien, qui disaient ce qu'ils étaient payés pour dire.

Si le procès de 1996 revêt un caractère historique, c'est parce qu'il a été le point de départ d'un processus bien particulier où des militants repentis se sont activement et massivement chargés du travail de démobilisation. L'Égypte devint en réalité le lieu de naissance du révisionnisme idéologique par le haut, le régime autorisant en 1997 la direction du GI incarcérée à se réunir et à réévaluer ses préceptes idéologiques, sous la surveillance étroite de l'appareil de sécurité. En juillet de la même année, à la suite de ces réunions, le groupe présenta son « Initiative pour mettre fin à la violence », avant de cesser entièrement ses activités armées en 1999.

En permettant aux dirigeants du GI de faire la tournée des prisons et des centres de détention pour y donner des conférences, le régime mettait en œuvre sa principale méthode de déradicalisation. Tous les six mois, les dirigeants du GI dispensaient quinze jours de cours intensifs durant lesquels ils discutaient avec les membres incarcérés de leur mouvement. Les nouveaux principes idéologiques révisés faisaient alors leur chemin. Après deux interviews parues dans le magazine *al-Musawar* en 2002, le GI se lança dans la publication de vingt-cinq livres et documents dans lesquels la direction proclamait « l'abandon complet par le groupe de son héritage idéologique djihadiste » et condamnait « les pratiques violentes d'autres groupes djihadistes tels qu'Al-Qaida »³. Les médias gouvernementaux reçurent même l'ordre de s'exprimer publiquement pour couvrir et louer les efforts du GI dans sa transformation. Dans le même temps, le régime s'employa à améliorer le traitement des membres détenus avant de les libérer à la fin de 2002 et au début de 2003, d'abord par groupes de quelques centaines, puis par milliers. Une fois libres, membres et leaders du GI continuèrent à défendre leurs nouveaux principes, semblant assurer au révisionnisme idéologique par le haut, largement accepté par la base du groupe, un véritable succès.

3 Khalil al-Anani, « Jihadi Revisionism: Will It Save the World? », *Middle East Brief*, 35, 2009, p. 2.

Pour autant, cette méthode représentait une solution égyptienne à des problèmes spécifiquement égyptiens. Le processus de révision était largement parvenu à démobiliser les djihadistes égyptiens du GI parce que leur projet était national, qu'il constituait une question de sécurité propre au pays et qu'il avait valu de lourdes pertes aux deux camps. Il y avait ainsi, dans le courant des années 1990, une convergence d'intérêts entre les responsables de la sécurité qui souhaitaient refermer le dossier des groupes djihadistes locaux et libérer les milliers d'individus incarcérés au cours des deux décennies précédentes, et les leaders du GI qui se sentaient tenus d'améliorer la situation de leurs camarades détenus dans des conditions effroyables. Le fait que ces leaders résidaient en Égypte facilitait également les visites régulières en prison et la diffusion des nouvelles positions de l'organisation. Enfin, la réorientation idéologique put se faire sans reconfiguration de la structure d'autorité, la base suivant les conseils de ses leaders religieux.

Face au succès apparent des Égyptiens dans la démobilisation du GI, d'autres régimes de la région adoptèrent avec enthousiasme leur méthode de déradicalisation du révisionnisme idéologique par le haut présentée désormais comme un modèle. De toute évidence, Saïf al-Islam Kadhafi s'en inspire en avril 2009 lorsqu'il entreprend avec un certain succès de réinsérer dans la société les militants du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), en facilitant les rencontres et les dialogues entre la direction du groupe et ses militants incarcérés. Comme son homologue égyptien, le GICL exposera ses positions révisées dans plusieurs publications, parmi lesquelles les « Études correctives de compréhension du djihad, de l'application de la moralité et du jugement du peuple », parues en août 2009. Il est vrai que tous les régimes qui ont adopté cette méthode n'ont pas rencontré le même succès que la Libye. Ainsi, l'expérience tentée par l'Algérie à la fin des années 1990 avec le Groupe islamique armé (GIA) provoqua des scissions plutôt qu'une démobilisation générale, en raison essentiellement de l'absence de commandement unifié et de structure hiérarchique claire au sein de l'organisation⁴.

En résumé, la diffusion de la « méthode égyptienne » doit beaucoup à la similitude des menaces affrontées à la même période par la plupart des régimes arabes : des insurrections « socio-révolutionnaires » à caractère national, menées par des groupes radicaux qui se prenaient souvent réciproquement pour modèle. L'Égypte

4 Omar Ashour, « Islamist De-Radicalization in Algeria: Successes and Failures », *The Middle East Institute Policy Brief*, 21, novembre 2008.

constituait alors la principale source d'inspiration pour ces groupes comme pour les gouvernements qui adoptaient ses méthodes de déradicalisation. Cependant, l'essor du djihadisme global au cours des années 1990, à la suite du conflit afghan qui avait attiré des militants issus de l'ensemble du monde musulman, a lancé un nouveau défi aux États du Moyen-Orient, réclamant une solution nouvelle.

L'Arabie Saoudite et l'essor de la rééducation idéologique individuelle par le bas

Bien que le révisionnisme par le haut se soit poursuivi dans certains pays, ce mode de déradicalisation a été progressivement abandonné par les régimes arabes qui ont connu bien des évolutions depuis le milieu des années 2000. Le changement majeur toucha en premier lieu la principale menace qu'ils affrontaient : le militantisme islamiste en général et le djihadisme en particulier. Ce dernier qui, depuis les années 1960, avait pris une orientation nationale, a commencé à se transformer sur le plan idéologique, pratique et organisationnel dans le courant des années 1990 — l'âge d'or du « modèle égyptien ». Au lieu de se donner pour seul objectif le renversement des régimes « impies » du Moyen-Orient, il se restructura pour se concentrer sur des puissances non musulmanes accusées d'être en guerre contre l'islam. Affaiblir l'« ennemi lointain » faciliterait, pensait-on, la défaite de l'« ennemi proche ». Les appels d'Oussama ben Laden à attaquer des cibles américaines dans la seconde moitié des années 1990 furent la conséquence concrète de cette évolution idéologique.

Les régimes qui espéraient déradicaliser ou au moins démobiliser les militants djihadistes durent relever un défi organisationnel de plus. À partir de 1999, Al-Qaida transféra ses principaux réseaux en Afghanistan, éloignant ainsi des griffes des régimes arabes ses dirigeants et ses militants, puis prit les traits d'un djihadisme décentralisé à orientation internationale, et ce d'une façon encore plus marquée après le 11 Septembre. La question ne fut plus dès lors de débusquer et d'incarcérer des leaders djihadistes nationaux, ni de les inciter à réviser leurs principes idéologiques dans l'espoir de démobiliser leurs partisans.

En outre, vers le milieu des années 2000, les États-Unis délaissèrent leur stratégie centrale qui consistait à vaincre, c'est-à-dire à « décapiter » militairement Al-Qaida, au profit d'une approche préventive et culturelle de la violence extrémiste. Ils s'inscrivaient

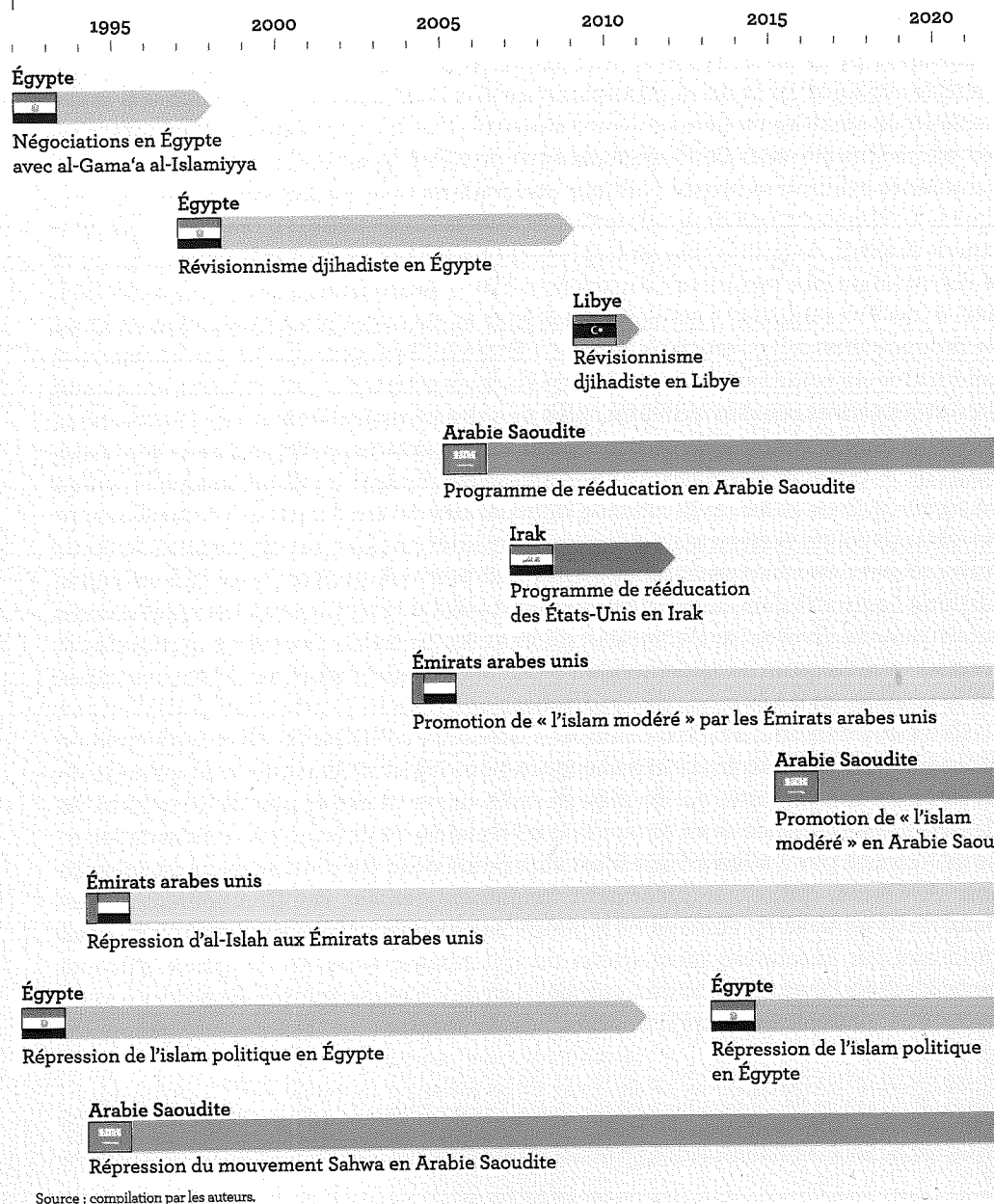
en cela dans une tendance mondiale. Dès 2001 en effet, le Service général de renseignement et de sécurité des Pays-Bas, l'AIVD (Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst), avait entrepris de se concentrer sur la « radicalisation » et proposé à la fin de 2002 un premier modèle pour la combattre. On assista au même phénomène au Royaume-Uni qui, sous l'influence massive de spécialistes hollandais de la sécurité, commença à définir sa propre politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent. Quant à l'Union européenne, elle entreprit vers la fin de 2004, en réaction aux attentats de Madrid, de définir une stratégie et un plan d'action contre la radicalisation et le recrutement des terroristes. En 2006, le FBI — lui aussi influencé par les Hollandais et les Britanniques — présenta à son tour sa première analyse des phénomènes de radicalisation à l'œuvre dans le pays. L'étude fit date, puisque les gouvernements américains successifs orientèrent désormais leurs efforts sur les attitudes, les mentalités et les tendances des individus, plus que des organisations et des mouvements collectifs (voir le chapitre de Didier Bigo et Emmanuel-Pierre Guittet dans le présent volume). Alors que l'expression d'« extrémisme violent » n'était jusque-là guère employée dans le discours public anglophone, elle devint l'une des formules clés de la politique contre-terroriste américaine, qui se donna pour but de gagner « le cœur et l'esprit » du monde musulman. Comme l'ont relevé Arun Kundnani et Ben Hayes, « la lutte contre "l'islam radical" [devint] culturelle autant que corporelle, préventive autant que réactive⁵ », car il s'agissait dorénavant de traiter les causes culturelles et sociales — telles qu'on les appréhendait — du soutien à l'extrémisme violent, résumées par le nouveau mot à la mode de « radicalisation ».

Le triple attentat suicide commis à Riyad par Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA) le 10 mai 2003 inaugura pour l'Arabie Saoudite la pire vague de violence de son histoire, qui fit près de trois cents morts et plusieurs milliers de blessés. Cette violence était en soi la conséquence de la « guerre contre le terrorisme » lancée par les États-Unis mais aussi celle de la fin d'un Afghanistan refuge pour Al-Qaida, qui, en transformant fondamentalement l'environnement stratégique de l'organisation, l'amenait à repenser ses priorités. Un autre facteur tout aussi important fut l'évolution idéologique du djihadisme évoquée ci-dessus : l'Arabie Saoudite était désormais perçue comme un pays occupé par les Américains, aux mains d'un pouvoir impie qu'il importait de combattre.

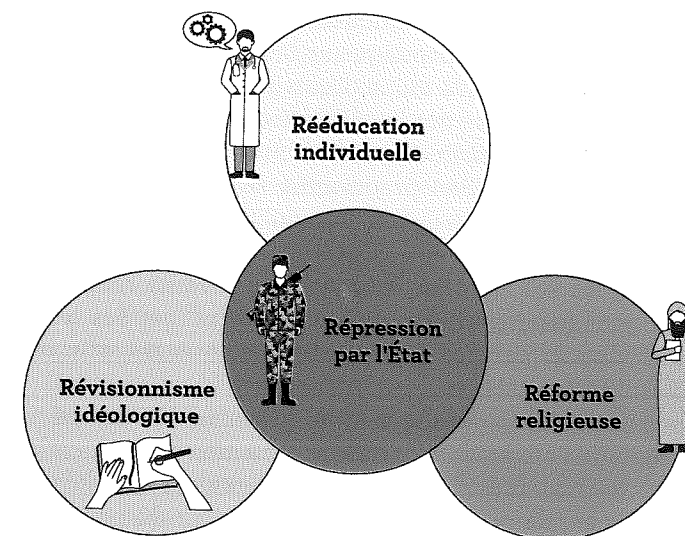
5 Arun Kundnani et Ben Hayes, *The Globalisation of Counter Violent Extremism Policies: Undermining Human Rights, Instrumentalising Civil Society*, Amsterdam, Transnational Institute, 2018, p. 4 (www.tni.org/files/publication-downloads/the_globalisation_of_countering_violent_extremism_policies.pdf).



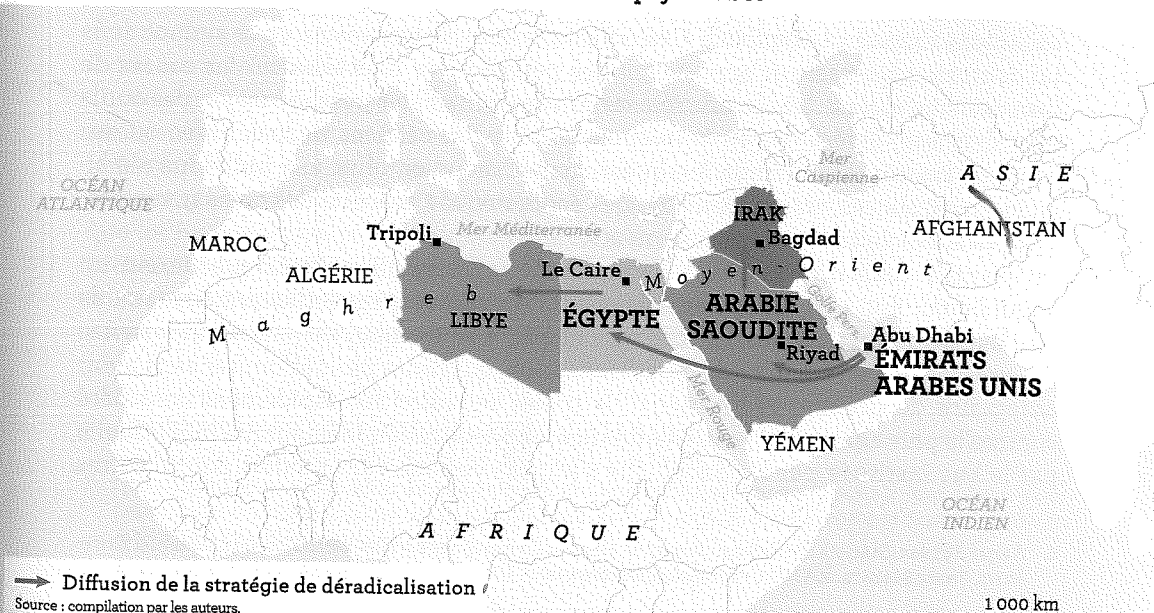
Approches de la déradicalisation dans le monde arabe



4R, ou quatre stratégies de déradicalisation au Moyen-Orient



Diffusion des stratégies de déradicalisation dans les pays arabes



Le royaume a suivi les tendances politiques du moment en matière de lutte contre le djihadisme en s'appuyant davantage sur la rééducation plutôt que sur la seule répression : il entendait en somme mener une « guerre des idées ». Le royaume ne ménagea pas sa peine pour présenter les djihadistes comme des individus qui s'étaient fourvoyés, dont la quête spirituelle et de connaissance religieuse avait été purement et simplement dévoyée. Son programme se concentra principalement sur les préceptes de l'islam, tout en insistant particulièrement sur la légitimité du régime. Suivant une méthode saoudienne fondée sur un subtil dosage de coopération et de persuasion, les autorités dépêchèrent des savants religieux dans les prisons pour « interroger » les extrémistes détenus, leur infliger des remontrances théologiques et les rééduquer par des débats religieux intenses, afin de les faire renoncer aux « idéologies terroristes ».

Bien que la doctrine idéologico-religieuse saoudienne ait occupé une place centrale dans la présentation qui en a été faite, le programme de rééducation présentait également des traces évidentes du discours occidental de déradicalisation qui s'était développé au tournant du millénaire. Cet emprunt était dû, pour une partie, à la nécessité pour le royaume de prouver qu'il était un partenaire crédible des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » et, pour une autre, au recours à des travaux de sociologues, de médecins, de psychologues, de psychiatres et de statisticiens saoudiens formés en Occident. Ceux-ci analysaient le terrorisme en le situant dans un contexte plus vaste et apportaient des perspectives nouvelles sur les causes de l'extrémisme violent. Dès lors, la réinsertion des djihadistes passa aussi par des outils sans lien avec l'idéologie ou la religion, comme des séances de jeux vidéo ou des cours de poterie. De surcroît, le gouvernement saoudien offrit aux individus rééduqués « avec succès » certains avantages économiques, tels que des aides gouvernementales, des voitures ou des logements.

Dans le milieu des années 2000, les programmes saoudiens suscitèrent un engouement non négligeable, les dirigeants du royaume revendiquant des taux de récidive étonnamment bas, de l'ordre de 10 à 20 % seulement. Un temps concurrencé par une initiative yéménite de déradicalisation, qui finira par s'effondrer sans avoir enregistré de grandes réalisations⁶, le projet saoudien fut rapidement considéré comme le plus complet et le mieux financé. La rééducation idéologique individuelle par le bas instituée par les Saoudiens s'imposa comme « un modèle pour d'autres

6 Angel Rabasa, Stacie L. Pettyjohn, Jeremy J. Ghez et Christopher Boucek, *Deradicalizing Islamist Extremists*, Santa Monica, RAND Corporation, 2010, p. 52.

pays cherchant à mettre en place un programme de contre-radicalisation⁷ ». Des tentatives similaires furent mises en place dans des pays aussi divers que l'Algérie, Singapour, l'Indonésie, la Malaisie et le Royaume-Uni. Les forces américaines d'occupation en Irak subirent elles-mêmes l'influence des Saoudiens lorsqu'elles mirent en œuvre des programmes comparables dans leurs camps de détention au début de 2007. À côté des opérations de contre-insurrection classiques, l'armée américaine proposa à ses détenus des discussions religieuses avec des clercs afin de les ramener à « une juste compréhension de l'islam ». Pour reprendre les mots de Douglas M. Stone — ancien commandant des opérations de détention à Camp Cropper, Camp Bucca et Camp Ashraf —, ces programmes étaient tout bonnement des « champs de bataille de l'esprit⁸ ».

Mais, là encore, les efforts de déradicalisation de l'Arabie Saoudite constituaient des solutions saoudiennes à des problèmes saoudiens, comme cela avait été le cas en Égypte au cours de la décennie précédente. Selon Chris Boucek, la « juste compréhension de l'islam » enseignée dans les centres de détention impliquait la pleine reconnaissance de l'autorité religieuse du royaume, dont les représentants seraient seuls à même d'autoriser le djihad. Pour l'essentiel, l'entreprise de déradicalisation cherchait donc à revitaliser le clergé saoudien et à renforcer la légitimité religieuse et politique du régime, alors même que la version officielle de l'islam enseignée en Arabie Saoudite conservait d'« importantes zones de chevauchement avec l'idéologie des extrémistes⁹ ».

Il importe ici de poser quelques questions fondamentales. Le taux étonnamment bas de récidive dont se flattent les autorités saoudiennes reflétait-il la réalité sur le terrain ? Ces programmes n'ont-ils pas, dans les faits, traité les symptômes plus que les causes elles-mêmes ? Leur succès est par exemple difficile à évaluer parce que les responsables n'ont jamais donné de définition claire de la récidive et que le processus d'évaluation est resté flou. Comme le relèvent John Horgan et Mary Beth Altier, « bien que l'expression “programmes de déradicalisation” soit devenue une étiquette concise, attrayante et accrocheuse pour désigner ces initiatives créatives,

7 Christopher Boucek, « Counter-Terrorism from Within: Assessing Saudi-Arabia's Religious Rehabilitation and Disengagement Programme », *RUSI*, 153 (6), 2008, p. 65.

8 Douglas M. Stone, « Thinking Strategically about Terrorist Rehabilitation: Lessons from Iraq », dans Lawrence Rubin, Rohan Gunaratna et Jolene Jerard (eds), *Terrorist Rehabilitation and Counter-Radicalisation*, Londres, Routledge, 2011, p. 95.

9 Angel Rabasa et al., *Deradicalizing Islamist Extremists*, op. cit., p. 62.

singulières et variées, dans les faits, un grand nombre de ces programmes ne se sont guère préoccupés de déradicalisation, au sens où on l'entend couramment¹⁰. Le terme même de « déradicalisation » n'a presque jamais figuré dans les descriptions officielles de ces initiatives. Par ailleurs, parce que nombreux étaient ceux qui voulaient voir dans ces programmes un remède magique au djihadisme, certains échecs patents de réinsertion ont été passés sous silence, tels les cas d'Ibrahim al-Rubaysh et d'Abu Harith Muhammad al-Awfi qui se rendirent au Yémen et rejoignirent AQPA l'année qui suivit leur sortie des geôles saoudiennes en 2008, ou ceux d'Abu Bakr al-Baghdadi et d'Amir Muhammad Sa'id Abd al-Rahman al-Mawla qui accédèrent à la direction de l'organisation État islamique après avoir été libérés de Camp Bucca, dont était responsable le commandant américain Douglas Stone mentionné plus haut.

Le contexte a lui aussi joué un rôle important : la dégradation de la situation socio-économique et politique dans la région a nourri un nouvel essor du djihadisme dans un contexte marqué par les soulèvements du « Printemps arabe » de 2011. Pour les autocrates arabes cependant, les revendications politiques de 2011 — souvent portées et formulées par l'opposition islamiste modérée — constituaient un défi remarquablement nouveau.

Le réformisme religieux des EAU pour préserver l'islam de l'extrémisme... et le régime, de la démocratie

Les EAU ont souvent été représentés comme le chef de file de la « contre-révolution arabe », un rôle que certains éléments de leur histoire récente semblent les avoir prédisposés à jouer. Avant les années 2000, ils ne se distinguaient pas de leurs voisins du Golfe : c'était une monarchie dynastique autoritaire qui avait noué depuis les années 1960 des liens étroits avec les mouvements islamistes, en particulier avec les Frères musulmans et leur branche locale, l'association al-Islah. Ces relations se dégradèrent cependant assez rapidement. Dès 1994, le gouvernement chercha à reprendre le contrôle d'al-Islah en empêchant ses membres de s'engager dans une activité militante, en leur interdisant d'exercer des fonctions politiques

¹⁰ John Horgan et Mary Beth Altier, « The Future of Terrorist De-Radicalization Programs », *Conflict & Security*, 13 (2), 2012, p. 86.

et en dissolvant le conseil d'administration du groupe. La participation de deux Émiratis aux attentats terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001 aggrava encore les choses, les autorités émiraties ayant désormais l'impression de devoir prouver à la communauté internationale qu'elles n'accordaient aucune tolérance à l'extrémisme religieux.

Cette évolution coïncida avec l'entrée en politique de Mohammed ben Zayed (MBZ) devenu prince héritier et nouvel homme fort des EAU en 2004. Les mesures qu'il prit dans la sphère politique servaient deux projets imbriqués. Le premier était de concentrer l'autorité politique entre ses mains, en remplaçant l'ancienne forme horizontale de gouvernance politique typique des monarchies du Golfe par une pratique verticale du pouvoir. Le second était d'éliminer tout contre-pouvoir existant ou potentiel, à commencer par celui des Frères musulmans, contre lesquels il nourrissait une haine toute particulière. Une fois MBZ au pouvoir, la pression sur les islamistes et plus particulièrement sur al-Islah continua de s'accroître. Dans la stratégie du prince, la lutte contre ces derniers allait de pair avec la promotion de ce que les autorités appelaient un « islam modéré ».

Les soulèvements arabes convainquirent MBZ, horrifié par les révolutions qui secouèrent la région et par le pouvoir accru des Frères musulmans et de leurs affiliés, de passer à la vitesse supérieure. Au sein même des EAU, 133 activistes émiratis favorables à la démocratie, dont certains liés à al-Islah, lancèrent en mars 2011 une pétition pour réclamer des réformes. Cette initiative provoqua un durcissement de la répression, avec l'arrestation de nombreux membres d'al-Islah. En 2014, les EAU publièrent une nouvelle liste d'organisations terroristes sur laquelle figuraient les Frères musulmans, menant également une campagne dans la région pour les déstabiliser (encouragements au coup d'État égyptien de juillet 2013 et soutien indéfectible accordé au maréchal Khalifa Haftar en Libye à partir de 2014).

Dans le même temps, les EAU poursuivirent leur entreprise de restructuration d'un discours islamique qui soit compatible avec les objectifs d'une politique de « déradicalisation » et de « lutte contre l'extrémisme » — le terme d'« extrémisme » étant employé dans un sens très large et très flexible, englobant aussi bien les djihadistes que les Frères musulmans, et même l'opposition séculière. Cette construction discursive d'un « islam modéré », dont les prémices remontaient au milieu des années 2000, devint omniprésente aux EAU. Elle s'appuyait principalement sur l'apport intellectuel de personnalités étrangères installées aux Émirats ou y séjournant régulièrement. Le cheikh mauritanien Abdallah bin Bayyah, en relation avec les EAU depuis les années 1970, fut ainsi invité à Abou Dhabi pour délivrer

des enseignements et présider des manifestations religieuses. D'autres cheikhs comme le prédicateur de télévision soufi yéménite al-Habib al-Jifri et le grand imam d'al-Azhar, Ahmed al-Tayeb, vinrent également parler de paix, d'harmonie et de tolérance. En accueillant des rencontres annuelles comme le Forum pour la promotion de la paix dans les sociétés musulmanes, en coparrainant la déclaration de Marrakech sur les droits des minorités religieuses dans les pays majoritairement musulmans ou en créant un ministère de la Tolérance, les EAU travaillent à se donner l'image d'une oasis de « tolérance religieuse » dans un environnement essentiellement marqué par la montée de l'« extrémisme ».

Tolérance islamique n'était cependant pas synonyme de sympathie pour la démocratie et, si bin Bayyah parlait chaleureusement du droit des minorités religieuses, l'idée d'imposer des limites à l'autorité autocratique le séduisait beaucoup moins. En réalité, lors du « Printemps arabe », le cheikh exprima clairement ses réserves en déclarant que les manifestations pour la démocratie « s'étaient écartées du chemin de la raison, de la noblesse d'esprit, de la vertu et de l'intérêt public ». Tout en admettant que les citoyens pouvaient légitimement prétendre à la justice et que leurs gouvernants devaient leur rendre des comptes, il estimait que ces droits devaient être remis entre les mains de l'autocrate éclairé « pour le bien de la paix¹¹ ». Le grand imam al-Tayeb adoptait la même attitude en défendant le coup d'État militaire en Égypte, soutenu par les EAU, contre les Frères musulmans en juillet 2013, alors même qu'il vantait les efforts des Émirats « à porter les causes des mondes arabe et musulman ainsi que leur rôle actif dans la promotion des initiatives de paix et de dialogue interreligieux à travers le monde¹² ».

Peut-être les EAU appelaient-ils sincèrement à la « tolérance islamique » pour contrer l'attrait que pouvaient exercer le djihadisme de l'organisation État islamique et celui d'Al-Qaïda. Il n'en demeure pas moins que la tolérance religieuse devait aussi jouer le rôle de superstructure idéologique légitimant la répression politique sur le terrain. Autrement dit, dans la mesure où, dans la région, la dissidence avait été

principalement islamiste, des hommes comme bin Bayyah ont constitué la réponse naturelle d'un « ancien régime » cherchant avant tout à assurer sa survie. Accusés de déformer les enseignements religieux, des islamistes non violents favorables à la démocratie et aux réformes politiques furent mis dans le même sac qu'Oussama ben Laden ou Abu Bakr al-Baghdadi.

Suivant l'approche des EAU, la déradicalisation ne relevait donc plus d'un révisionnisme collectif destiné à démobiliser les mouvements djihadistes, ni de programmes de rééducation adressés aux anciens militants, mais d'une recomposition du discours islamique, orchestrée par l'État dans le cadre d'une riposte idéologique aux contestations politiques de tout bord. Cette approche ne tarda pas à s'étendre à d'autres pays de la région, à commencer par les deux principaux alliés des EAU : l'Égypte et l'Arabie Saoudite. En effet, au lendemain du coup d'État de juillet 2013 contre le président Mohamed Morsi issu des Frères musulmans, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi devenu président ne se contenta pas de réprimer brutalement ses adversaires. Il appela également à une « réforme de l'islam », se présentant non pas comme un défenseur du sécularisme libéral égyptien, mais au contraire comme le vrai musulman, dont l'unique objectif est de défendre la religion. En tant que tel, al-Sissi fit appel au soutien d'al-Azhar et donna instruction à ses savants de lancer une « révolution religieuse » pour combattre l'extrémisme religieux. Arrivé au pouvoir après la mort du roi Abdallah en 2015, le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) engagea l'Arabie Saoudite dans une entreprise similaire. Le terme d'« extrémisme » fut redéfini pour recouvrir toutes les formes d'opposition et viser plus particulièrement les islamistes du mouvement Sahwa, qui représentaient l'opposition dominante dans le pays. La répression sans précédent dont MBS accabla son royaume eut pour contrepartie son engagement à ramener l'islam saoudien à ses « racines modérées » et son appel à un dialogue interconfessionnel.

Généralement satisfaits de ces changements, les pays occidentaux commencèrent à voir d'un œil favorable les pays se réclamant de cet « islam modéré », des EAU dans le Golfe au Maroc au Maghreb. Après avoir passé des années à combattre le djihadisme et à déradicaliser ses acteurs, les États-Unis et leurs alliés ne demandaient qu'à se laisser convaincre que le vrai problème concernait l'islam lui-même. L'interprétation était commode pour les pays occidentaux, car elle les absolvait de leurs propres péchés : si l'extrémisme islamiste était né de l'opposition entre deux visions, modérée et radicale, de la religion, cela dédouanait la politique et les interventions occidentales au Moyen-Orient de toute responsabilité dans son extension. L'absence de démocratie dans la région n'en constituait pas plus une cause,

11 David H. Warren, « The Modernist Roots of Islamic Autocracy: Shaykh Abdullah Bin Bayyah and the UAE-Israel Peace Deal », *Maydan*, 27 août 2020 (<https://themaydan.com/2020/08/the-modernist-roots-of-islamic-autocracy-shaykh-abdullah-bin-bayyah-and-the-uae-israel-peace-deal/>).

12 « Who Is Grand Imam of Al Azhar Sheikh Ahmed El Tayeb ? », *The National News*, 16 novembre 2021 (www.thenationalnews.com/mena/egypt/2021/11/16/who-is-grand-imam-of-al-azhar-sheikh-ahmed-el-tayeb/); Muslim Council of Elders, « The Grand Imam: The United Arab Emirates Represents an Exemplary Model of Coexistence and Tolerance between Different Cultures », 12 octobre 2018 (www.muslim-elders.com/en/MediaCenter/37).

à rebours de ce que les gouvernements occidentaux prétendaient avoir compris en 2011. Cela apparaît avec évidence, notamment, dans la déclaration du président français Emmanuel Macron affirmant en octobre 2020 que l'islam « vit une crise aujourd'hui partout dans le monde¹³ », et qu'une réforme structurelle de la religion était nécessaire pour apporter une solution aux problèmes de radicalisation tant en France qu'au Moyen-Orient.



Au cours des trois dernières décennies, le concept de déradicalisation et ses implications pratiques ont été constamment redéfinis par les régimes arabes, en fonction d'événements locaux et globaux. On note cependant deux constantes : toutes les approches proposées apportent systématiquement une réponse répressive à la radicalisation et font de l'idéologie son moteur majeur, ce qui revient à fermer les yeux sur les problèmes sociaux, économiques et politiques auxquels aucune des stratégies étudiées ne s'est jamais attaquée sérieusement. C'est vrai aussi bien du révisionnisme collectif des années 1990, des programmes de rééducation idéologico-religieuse plus individualisés des années 2000, que des tentatives de réforme religieuse entreprises par les États dans les années 2010. En d'autres termes, dans le monde arabe, la déradicalisation passe essentiellement par la répression et par la rééducation religieuse des sujets déviants.

Cette approche n'a fait que gagner en influence dans le monde entier au cours des dernières années. Même si les pays occidentaux démocratiques ne peuvent recourir aux mêmes moyens que leurs alliés arabes autoritaires, on ne peut nier que les discours de part et d'autre de la Méditerranée se ressemblent désormais de plus en plus, promouvant tous un « islam modéré » comme solution à l'extrémisme violent. Et l'on comprend mieux dans ce contexte l'acharnement de la Chine à faire passer ses programmes de rééducation idéologique à destination de la minorité ouïghoure pour une entreprise de déradicalisation, espérant désamorcer ainsi l'indignation morale provoquée par ses actions.

13 Emmanuel Macron, discours du président de la République sur le thème de la lutte contre les séparatismes, 2 octobre 2020 (www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/10/02/la-republique-en-actes-discours-du-president-de-la-republique-sur-le-theme-de-la-lutte-contre-les-separatismes).

POUR ALLER PLUS LOIN

AL-ANANI Khalil, « Jihadi Revisionism: Will It Save the World ? », *Middle East Brief*, 35, Brandeis University, Crown Center for Middle East Studies, 2009.

ASHOUR Omar, *The De-Radicalization of Jihadists: Transforming Armed Islamist Movements*, Londres, Routledge, 2009.

AL-AZAMI Usaama, « 'Abdullāh bin Bayyah and the Arab Revolutions: Counter-Revolutionary Neo-traditionalism's Ideological Struggle against Islamism », *The Muslim World*, 109 (3), 2019, p. 343-361.

BOUCEK Christopher, « Counter-Terrorism from Within: Assessing Saudi Arabia's Religious Rehabilitation and Disengagement Programme », *RUSI*, 153 (6), 2008, p. 60-65.

BOUCEK Christopher, « Extremist Disengagement in Saudi Arabia: Prevention, Rehabilitation, and Aftercare », dans Rohan Gunaratna, Jolene Jerard et Lawrence Rubin (eds), *Terrorist Rehabilitation and Counter-Radicalisation: New Approaches to Counter-Terrorism*, Londres, Routledge, 2011, p. 59-69.

FREER Courtney, *Rentier Islamism: The Influence of the Muslim Brotherhood in Gulf Countries*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

FREER Courtney, « State Religious Authorities in Rentier Economies and the Management of Independent Islamism », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 47 (1), 2020, p. 42-61.

HORGAN John et ALTIER Mary Beth, « The Future of Terrorist De-Radicalization Programs », *Conflict & Security*, 13 (2), 2012, p. 83-90.

HORGAN John et BRADDOCK Kurt, « Rehabilitating the Terrorists ? Challenges in Assessing the Effectiveness of De-Radicalization Programs », *Terrorism and Political Violence*, 22, 2010, p. 287-291.

KOURGIOTIS Panos, « "Moderate Islam" Made in the United Arab Emirates: Public Diplomacy and the Politics of Containment », *Religions*, 11 (43), 2020, p. 1-17.

KUNDNANI Arun et HAYES Ben, *The Globalisation of Countering Violent Extremism Policies: Undermining Human Rights, Instrumentalising Civil Society*, Amsterdam, The Transnational Institute, 2018.

MEIJER Roel, « The Problem of the Political in Islamist Movements », dans Olivier Roy et Amel Boubekeur (eds), *Whatever Happened to the Islamists ? Salafis, Heavy Metal Muslims and the Lure of Consumerist Islam*, Londres, Hurst & Company, 2012, p. 27-60.

RABASA Angel, PETTYJOHN Stacie L., GHEZ Jeremy J. et BOUCEK Christopher, « Middle Eastern Programs », dans *Deradicalizing Islamist Extremists*, Santa Monica, Rand Corporation, 2010, p. 45-89.

RUBIN Lawrence, « Non-Kinetic Approaches to Counter-Terrorism: A Case Study of Egypt and the Islamic Group », dans Rohan Gunaratna, Jolene Jerard et Lawrence Rubin (eds), *Terrorist Rehabilitation and Counter-Radicalisation: New Approaches to Counter-Terrorism*, Londres, Routledge, 2011, p. 26-35.

EL-SAID Hamed, *De-Radicalising Islamists: Programmes and their Impact in Muslim Majority States*, Londres, ICSR, 2012.

SEIFERT Katherine, « Can Jihadis Be Rehabilitated ? Radical Islam », *Middle East Quarterly*, 17 (2), 2010, p. 21-30.

STEIN Ewan, « An Uncivil Partnership: Egypt's Jama'a Islamiyya and the State after the Jihad », *Third World Quarterly*, 32 (5), 2011, p. 863-881.

STONE Douglas M., « Thinking Strategically about Terrorist Rehabilitation: Lessons from Iraq », dans Rohan Gunaratna, Jolene Jerard et Lawrence Rubin (eds), *Terrorist Rehabilitation and Counter-Radicalisation: New Approaches to Counter-Terrorism*, Londres, Routledge, 2011, p. 91-108.